



La société civile dans le nouveau siècle

Qu'est-ce que CIVICUS? Fondé en 1993, cet organisme d'Afrique du Sud vise à renforcer l'action citoyenne et la société civile partout dans le monde, plus particulièrement dans les régions où la démocratie participative et la liberté d'association des citoyens sont menacées.

Durant trois jours en septembre 2011, plus de 800 délégués issus de 90 pays se sont réunis à Montréal (Québec) pour assister à la dixième édition de l'Assemblée mondiale de CIVICUS : Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne. Sous le thème de la conférence, soit « Agir ensemble pour un monde plus juste », la discussion sous-jacente de l'évènement a eu trait au rôle évolutif de la société civile pour apporter un changement social durable.

Un aspect qui intéressera particulièrement les gouvernements est le suivant : à mesure que les organismes de la société civile (OSC) continuent de prospérer et d'occuper une place plus importante dans l'arène politique, ils peuvent également jouer un rôle de premier plan dans l'exercice d'apporter un changement politique révolutionnaire, comme ce fut le cas au cours du « Printemps arabe ». La prochaine grande étape pour les OSC est celle de participer à la création post-révolutionnaire d'établissements responsables et transparents dans ces pays.

Jumelé à la capacité technologique de communiquer sans égard à leur emplacement géographique, à leurs obstacles politiques ou à leur statut socioéconomique, les OSC relèvent le défi se résumant à comment amener les personnes auparavant marginalisées au cœur de la prise des décisions mondiale.

Les OSC font un contrepond légitime aux gouvernements et autres institutions publiques,

par des mesures comme les « rapports parallèles » (c.-à-d. la fourniture de comptes rendus aux conseillers internationaux sur les conditions des droits de la personne « sur le terrain » dans leur pays d'origine).

D'importantes questions découlent de cette situation, notamment qu'est-ce que l'espace politique accru occupé par les OSC signifie pour les rôles et les responsabilités traditionnels des différents acteurs sociétaux (p. ex., le gouvernement, le secteur privé, les citoyens et les consommateurs) dans la satisfaction de l'intérêt public? Si ce n'est de la part du gouvernement, comment et où définit-on et nourrit-on l'intérêt public? Le rôle du gouvernement peut-il et doit-il changer en réponse aux changements dans les rôles des autres acteurs? Ces développements sont importants pour Horizons de politiques Canada dans le contexte de notre Étude prospective sur les leviers de politique, qui explore comment les outils que les différents acteurs sociétaux utilisent pour atteindre un but ou un objectif souhaité sont censés évoluer au cours des 10 à 15 prochaines années.

À mesure que la vigueur et le nombre des acteurs non étatiques augmentent et que les renseignements subissent une démocratisation plus poussée, les pressions en faveur de la création et de l'adoption de nouveaux modèles de reddition de comptes semblent vouloir continuer de croître dans un avenir prochain, ce qui incitera davantage les gouvernements à s'adapter.

